



LA CGT NE LAISSERA PAS DÉMANTELER L'AFP

La CGT prend acte de l'élection de Fabrice Fries au terme de trois tours de scrutin, malgré l'exigence exprimée par les représentants du personnel au CA de poursuivre le processus électoral, mettant ainsi les salariés devant le fait accompli et balayant tout débat sur le projet d'entreprise.

La grande détermination des salariés, mobilisés dans un débrayage quasi-historique, montre qu'ils sont parfaitement conscients des enjeux de cette élection, puisque aucune alerte n'a été diffusée sur les fils France alors que le chef de l'Etat s'exprimait au même moment.

Il ne saurait être question pour la CGT de regretter le retrait de la candidature d'Emmanuel Hoog. Après huit années passées à la tête de l'agence, le moins qu'on puisse dire est que son bilan n'est pas à la hauteur : aggravation de la situation financière de l'agence, réduction du réseau international, conversion massive des postes de statut siège en statut local, des conditions de travail dégradées qui affectent la qualité de la production, des salaires qui plafonnent depuis six ans, sans compter le coût faramineux des multiples procès perdus et la dénonciation brutale de tous nos accords.

Mais le projet défendu devant les administrateurs par Fabrice Fries, ancien de Vivendi et de Publicis Consultants, ne peut qu'alarmer le personnel. Il promet notamment d'"ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence" une fois celle-ci "remise sur les rails". Pour le dire plus clairement, il s'agit d'une remise en cause du statut de 57 et la fin de l'indépendance rédactionnelle et économique de l'AFP. Que les choses soient bien claires : la CGT s'y opposera par tous les moyens légaux mis à sa disposition.

Autre motif d'inquiétude : la réduction globale des effectifs, au moyen d'un "plan de départs volontaires" et de l'externalisation de la DSI et des moyens généraux, qui pourrait être mortelle pour l'indépendance technique de l'AFP. "A-t-on besoin d'avoir à demeure autant d'électriciens, de climatiseurs ?" s'interroge, faussement naïf, notre nouveau PDG. Et de techniciens? Et de personnels administratifs ? Et de commerciaux ? Et de journalistes? Et d'un PDG ? Et ce n'est pas la promesse d'"associer le personnel de l'agence au changement" via des "ateliers" pour mieux contourner les organisations syndicales qui va nous rassurer.

Côté rédactionnel, si Monsieur Hoog avait engagé sans l'assumer la réduction de postes à statut-siège, gageons que Monsieur Fries poursuivra son œuvre.

Mais ce n'est pas tout. En actant l'affaiblissement considérable du texte par une "accélération des déploiements d'effectifs vers la vidéo", l'ancien publicitaire et ex-conseiller de Messier nous prépare à l'info-spectacle : "couverture complète de live dans le monde" et ses risques de live-vidéo à tout va, antithèse du journalisme et info low-cost à l'instar de ce qu'on peut constater trop souvent sur les chaînes d'infos. Car, pour informer, il faut expliquer, argumenter, préciser, détailler. Mettre en forme l'information recueillie à la source de la façon la plus exhaustive possible. Pour la CGT, le texte doit rester le socle de l'agence. L'enjeu est rien moins que l'information due au citoyen, condition de la démocratie.

Comme elle l'a fait de manière constante sous les mandats des PDG qui se sont succédé à la tête de l'agence, la CGT tient à réaffirmer non seulement son attachement au statut de 1957 qui protège notre indépendance, mais à ce qu'il soit donné aux salariés les moyens véritables de la rendre effective face à tous les pouvoirs qu'ils soient politiques ou économiques.

Non, Monsieur le (nouveau) président-directeur général, la CGT ne laissera pas détruire sa mission d'information, ni sacrifier son personnel et son savoir-faire. Le premier syndicat de l'agence ne laissera pas démanteler l'AFP.

Paris, le 12 avril 2018, CGT toutes catégories